

[Texte]

there? Or are we, in fact, going to say now to Manpower and Immigration: you are now going to do the thing you set out to do four or five years ago; you are really going to get to work on that.

Mr. Perrault: Surely the intent is spelled out in the brief, regardless of what construction you may place on past events and past history. The intent is spelled out to establish a computerized program in conjunction with Manpower to assist in retraining, to pay UIC benefits during this retaining period. It is very encouraging, do you not think?

Mr. Wheeler: I think the computerized program is excellent as a way of arriving at a sharper profile of the unemployed and what the remedial measures are indicated by this and the labour market. That is one thing and that, I think, can be done and should be done. It should have been done already. But the other kind of co-operation, co-ordination, is a wonderful objective and more power to the Minister. If he can achieve that kind of co-ordination he will have achieved a miracle. In our experience if you can get co-operation, co-ordination, between branches of one department that is something.

Mr. Perrault: I will come back to Phase 2 if necessary, but I just wanted to ask about the experience rating and views on that. Perhaps I can come back to that, Mr. Chairman.

The Chairman: Gentlemen, we have perhaps three or four minutes before the bells ring for the vote tonight. I wonder if any of you have further questions, those who have not partaken in Phase 1.

Mr. Portelance: I will give Mr. Perrault my place.

Mr. Perrault: I just have a final question for this round, Mr. Chairman. Is it your position that industries which have little or no labour turnover should be required to contribute at the same rate as other industries with a high turnover rate?

Miss Godfrey: Pooling of risks.

Mr. Perrault: You believe in pooling of risks.

Miss Godfrey: You pool for the employees, why not for the employers?

Mr. Perrault: Yet there are some industries that obviously find it extremely profitable to operate in this way and the result is a great uncertainty for their employees and great social dislocation. The construction industry receive from the fund, I think, something like \$35 million more than they put in it. There are many construction families that have an uncertain life every year.

Mr. Wheeler: Well, the automobile workers took one approach to that with the guaranteed annual wage and a different approach has been taken in England with the dock workers. I think there are different ways of doing this, and I wonder whether the differential involved in the experience rating would be enough to provide the

[Interprétation]

d'œuvre et à l'Immigration de réaliser les objectifs que ce ministère s'était fixé il y a quatre ou cinq ans. Il faudra vraiment s'atteler à la tâche.

M. Perrault: L'intention est énoncée spécifiquement dans le Livre blanc, quelque hypothèse que vous puissiez bâtir sur le passé. Un programme d'informatique mis en œuvre en collaboration avec la main-d'œuvre permettra le recyclage, le paiement des prestations d'assurance-chômage au cours de cette période. C'est quand même encourageant, n'est-ce pas?

M. Wheeler: J'estime qu'un programme d'informatique est un excellent moyen de description du chômage et permettrait certainement de trouver les remèdes sur le marché de l'emploi. C'est une chose qui peut être faite et devrait l'être. On aurait déjà dû en passer par là quand au reste de la coopération et de la coordination c'est un objectif merveilleux et par la même occasion un élargissement des pouvoirs du ministre. S'il peut aboutir à ce mode de coordination, il aura accompli un miracle. Notre expérience nous révèle que c'est une grande chose d'aboutir à la coopération et la coordination entre les directions d'un ministère.

M. Perrault: Je pourrais en revenir à la phase 2 si cela s'avère nécessaire mais, auparavant, j'aimerais vous demander quelle est votre opinion au sujet de la tarification fondée sur l'expérience. Je pourrais peut-être revenir là-dessus, monsieur le président.

Le président: Messieurs, il nous reste deux ou trois minutes avant que la sonnerie ne nous appelle au vote. Je me demande si ceux d'entre vous qui n'ont pas pris part à la discussion de la première phase auraient d'autres questions à poser.

M. Portelance: Je cède mon tour à M. Perrault.

M. Perrault: Il me reste une dernière question pour cette série, monsieur le président. Pensez-vous que les industries où l'emploi est stable devraient verser des cotisations égales à celles des industries où le taux de roulement est élevé?

Mlle Godfrey: Il faudrait mettre les risques en commun.

M. Perrault: Vous croyez à la mise en commun des risques?

Mlle Godfrey: Vous le faites pour les employés, pourquoi pas pour les employeurs?

M. Perrault: Toutefois, il y a certaines industries qui voient leurs profits dans ce mode d'opération et il en résulte une inquiétude considérable pour leurs employés ainsi qu'une rupture sociale. L'industrie de la construction tire de la caisse quelque 35 millions de dollars de plus qu'elle n'y verse. Bon nombre de familles vivant de la construction éprouvent bien des difficultés tous les ans.

M. Wheeler: Il semble que les travailleurs de l'automobile ont adopté une démarche différente en proposant le revenu annuel garanti et, en Angleterre, les débardeurs ont également une autre conception. Je pense qu'il y a différents moyens d'arriver au même résultat et je me demande si la règle de proportionnalité qu'implique la